

Monsieur le Président,

C'est aujourd'hui le premier CTL « post-COVID », dans un monde d'après qui a été annoncé par le Président de la République lui-même comme différent de celui d'avant ...

La nation s'est appuyée très largement sur ceux qui avaient la ressource de maintenir le pays la tête hors de l'eau : le personnel hospitalier et d'EHPAD, les routiers, les caissières, les agents de services et de nettoyage, les éboueurs, les enseignants, et tant d'autres. Ce ne sont pas tout à fait les « premiers de cordée » qui étaient au charbon, mais plutôt les « petites mains », ceux de l'ombre, les fonctionnaires.

Le constat est cru : en cas de crise ce ne sont pas les entreprises du CAC40 qui soutiennent la nation. Au contraire, elles vacillent, pour nombre d'entre elles, et maintenant l'État est à leur chevet.

Notre administration, elle, a œuvré très largement dans cette crise. Elle a permis la mise en place d'une politique d'aide financière en soutien à l'économie de notre pays. Elle s'est organisée en mettant en place de façon empirique le télétravail dans une partie de ses rangs et en plaçant une grande partie en ASA, faute de matériel informatique.

Pour féliciter ses agents, elle va attribuer une prime selon une clé de répartition qui va inévitablement provoquer remous, jalousies et rancœurs : 9 % des agents en toucheront la totalité, 21 % une partie seulement et donc 70 % ne toucheront rien. Il eut été si simple qu'elle fût d'un montant unique et destinée à chacun...

Plus globalement, le gouvernement a iniquement mis en place le prélèvement à la source des congés et RTT pour faire payer aux fonctionnaires le « bon temps » passé en ASA. Privés de matériel, ils ont été classés « Service non mobilisé » :

(sur l'air de la chanson de Craonne)

*Adieu la prime et les congés*

*Adieu les RTT*

*Vous subissez la double-peine*

*Vous êtes les sacrifiés*

La DISI Nord a fait face à cette crise, évitant de mettre en danger ses agents en recourant rapidement et massivement au télétravail, en mettant en place des équipements de sécurité, et fait appliquer les gestes barrières vitaux pour permettre une reprise plus ou moins progressive d'activité dans les ESI.

Il reste toutefois des points sur lesquels il faudra nécessairement travailler de concert à l'aune des enseignements à tirer de la situation que nous finissons tout juste de traverser: la préparation des PCA/PRA, leur publicité auprès des agents.

Aujourd'hui, dans notre administration, le monde d'après redémarre là où il s'était figé dans le monde d'avant : NRP, nouvelles règles de mutation, fin des CAP, suppression de postes et de services...

Solidaires Finances Publiques s'oppose à toute suppression de poste, à toute suppression de service, à celui des ADO de notre DISI aujourd'hui.

Nous savons tous que les dés sont en train d'être jetés dans les Directions qui accueillent nos collègues victimes du massicot de la DG, outil désormais devenu inutile dans les ESI, et nous vous demandons de vous préoccuper et de nous tenir informés de leurs affectations, de leurs situations probablement devenues difficiles pour bon nombre.